

Faits saillants des États généraux en développement des communautés,

du Tour d'Horizon au Rendez-vous national, en route vers les Chantiers.

La transition socioécologique est un objectif commun. Dans cette barque fragile qui navigue dans l'océan de nos territoires communs, partagés et vécus, il est nécessaire de se parler pour atteindre des objectifs spécifiques propres à nos territoires. Il faut embarquer avec nous l'inclusion en assurant un équilibre par une gouvernance partagée. Cela permettra de construire un récit partagé dans des territoires diversifiés.

- poésie du Rendez-vous national

La transition socioécologique est souhaitée, mais largement absente du développement des communautés (DC).

Peu de territoires rencontrés lors du Tour d'horizon mènent une action intersectorielle intégrée dans une perspective claire de transition socioécologique (TSÉ). Par exemple, les politiques de développement social ou en DC ont très rarement un plan d'action environnemental explicite et détaillé. Cela étant dit, l'ensemble des démarches territoriales ayant participé au Tour d'Horizon dit vouloir mener des actions et des changements structurants en ce sens, et développer des liens avec les acteurs de la transition socioécologique. Mais elles ne savent pas quoi faire ni comment y parvenir.

Les finalités autour de la transition socioécologique.

Tout au long du Tour d'horizon, quand les démarches territoriales ont parlé de transition socioécologique, elles disaient aborder des questions comme le transport actif, le transport collectif en milieu urbain ou rural, l'écoanxiété (surtout chez les jeunes), l'économie circulaire, la qualité de l'air ou encore des projets comme une forêt nourricière, de bacs de compostage ou des jardins communautaires. Les personnes accompagnant le Tour d'horizon ont ajouté à cette liste l'agriculture et la sécurité alimentaire, le verdissement des villes, l'aménagement du territoire, la capacité de créer des brèches en bloquant un projet néfaste et en le remplaçant par un projet socioécologique. De plus, puisque ce sont les personnes et les populations les plus vulnérables qui subiront le plus durement les conséquences des crises climatiques et environnementales, il serait important de réfléchir à la lutte à la pauvreté dans une perspective de transition.

Par ailleurs, il nous apparaît que ces dimensions sont loin de couvrir l'ensemble des enjeux de la transition socioécologique tels que la réduction des gaz à effet de serre (GES), la protection de la biodiversité et des ressources en eau, la pollution, la régénération des sols, les changements dans la manière de produire et de consommer des biens et de l'énergie, etc. Actuellement, on peut dire que la transition est davantage envisagée comme un projet ou comme un secteur. On se demande si elle pourrait devenir un enjeu transversal qui toucherait l'ensemble des facettes du DC et qui viserait à faire d'une pierre, plusieurs coups. Si oui, comment? En effet, des démarches territoriales se demandent si la transition socioécologique ne devrait pas être une finalité en soi ou une grille de lecture à appliquer dans le cadre de leurs actions habituelles comme la rédaction d'une politique ou d'un plan d'action, ou lors de la mise en œuvre de projets sur leur territoire.

Serait-il possible de ne plus reléguer la TSÉ à un enjeu accessoire à prioriser et hiérarchiser, aux côtés de la sécurité alimentaire ou de l'accessibilité au logement, mais plutôt en faire une orientation partagée, une vision commune?

Durant le Rendez-vous national, il y a eu réitération que des acteurs communautaires sont déjà engagés dans des enjeux de la transition socioécologique, surtout au niveau de l'alimentation, du partage de ressources (outils, friperies, etc.) de l'aménagement du territoire ou du transport actif et collectif. Cependant, ces acteurs sociaux ou communautaires n'ont pas tendance à s'identifier comme des acteurs de la transition socioécologique, surtout lorsqu'ils décrivent leurs activités comme des réponses à des enjeux et des besoins dits sociaux tels que la lutte à la pauvreté ou l'amélioration des conditions de vie d'une population.

Nous avons également pu observer qu'une portion des partenaires du développement des communautés se questionne sur sa contribution aux enjeux de la transition socioécologique. Ils nomment leur peur que la sphère sociale ne soit diluée en cours de route et que les messages de la lutte à la pauvreté, d'amélioration des conditions de vie, d'équité, de diversité et d'inclusion s'éclipsent au profit de considérations davantage écologiques ou environnementales. Cette peur est d'autant plus forte lorsqu'il y a perception que la lutte aux changements climatiques ne se rapporte qu'à des solutions techniques. Encore plus si ces solutions s'avèrent coûteuses ou typiquement urbaines. Comment, en effet, demander à une personne d'être écologique si elle peine à se loger, se nourrir ou prendre soin d'elle-même et ses proches?

Il y a aussi le fait que les organismes communautaires, souvent en première ligne des ressources et services offerts aux populations, sont très souvent sous-financés, débordés et usés tant par la surcharge de travail, la pénurie de main-d'œuvre, le roulement de personnel, que par les conséquences de la pandémie. Ils disent ne pas avoir envie de s'ajouter un domaine d'action supplémentaire alors qu'ils peinent déjà à agir sur les enjeux de justice sociale. Mais est-ce vraiment un champ d'action supplémentaire? Tout au long du Rendez-vous national, des personnes présentes se sont demandé s'il était possible de ne pas opposer les conditions de vie aux conditions de la vie, le souci de la fin du mois à celui de la fin du monde, mais plutôt de les penser conjointement. Que faudrait-il pour y arriver en termes de ressources disponibles et de concertation sur un même territoire? Peut-on penser à la transition sociale et écologique, à partir de solutions qui se font avec et pour les populations, comme un projet de société qui se fait ensemble?

Arrimage entre les acteurs et les secteurs.

Les acteurs du développement des communautés nous ont dit, pour la plupart, ne pas savoir comment agir en partenariat avec ceux de la transition socioécologique. Parallèlement, des acteurs des luttes citoyennes et environnementales disent ne pas savoir comment entrer en dialogue ou coconstruction avec les acteurs politiques et territoriaux du DC [1]. De plus, les personnes en accompagnement des démarches du Tour d'horizon ont noté que la TSÉ n'est plus la chasse gardée des groupes environnementaux ou écologistes; l'intention est aux lèvres de la plupart des organisations publiques, parapubliques, communautaires, territoriales, des acteurs économiques, des États, etc. Ceci implique, pour le mouvement écologiste, de devoir composer avec beaucoup plus d'acteurs, de points de vue hétérogènes et différents niveaux de mobilisation envers la transition socioécologique. D'autre part, si les acteurs du DC ne prennent pas la parole, d'autres vont orienter la TSÉ dans un sens qui peut négliger la justice sociale. Enfin, le développement des communautés a également un rôle à jouer en ce qui a trait aux processus collectifs. Son habileté à mobiliser des acteurs pour travailler de manière intersectorielle et concertée ajoute à la pertinence de sa présence dans la transition sociale et écologique qui ne peut être confiée qu'aux États et aux citoyen-ne-s.

[1] Observations tirées dans le cadre d'autres projets partenariaux menés par l'OVSS.

L'alliance



La question de la mise en commun de ces forces est cruciale. En effet, les personnes accompagnant le Tour d'Horizon ont décrit des exemples où, par la coalition des acteurs territoriaux, citoyens et politiques autour de la transition, il devient possible de développer à la fois la capacité de réagir à ce qui se passe dans son milieu ainsi que la capacité d'agir de manière rapide et structurante. Lorsqu'une démarche en développement des communautés appuie une mobilisation citoyenne autour d'un projet ou d'une initiative en lien avec la transition socioécologique, ça lui donne davantage de leviers d'action et de légitimité. L'alliance de ces forces d'un territoire peut faciliter la négociation avec la Ville pour qu'elle agisse dans le sens de la transition socioécologique même si cela implique qu'elle le fasse en opposition à des intérêts industriels privés en permettant, par exemple, l'implantation d'une forêt nourricière ou d'espaces verts collectifs plutôt que l'aménagement d'un stationnement ou d'un complexe industriel. On constate pour l'instant que des convergences entre les démarches en développement des communautés et les mobilisations citoyennes axées sur la TSÉ surviennent autour d'enjeux qui rejoignent le quotidien des populations telles que la pollution, la protection de la nature et l'aménagement du territoire.

Les élu·es

Dans le contexte actuel où les municipalités deviennent des gouvernements de proximité, la question des élu·es municipaux est centrale ici aussi. L'implication des villes et des MRC dans la transition socioécologique accroît considérablement les possibilités d'action, de réaction et de décision des communautés. Comment amener ces acteurs politiques à devenir des acteurs clés de la transition? Comme dans les autres sphères du développement des communautés, la question du partage du pouvoir et du leadership avec les autres acteurs de la société est cruciale afin d'arriver à réaliser une transition écologique porteuse de justice sociale.

Frictions culturelles entre les différents types d'acteurs et de secteurs.

Il a été question des tensions d'ordre culturel qu'on peut ressentir sur le terrain de l'action et de la concertation quand vient le temps de s'arrimer au nom de la transition. Il peut y avoir des frictions entre la culture plutôt partenariale et collaborative du DC et la culture plutôt représentative, revendicatrice et militante des groupes environnementaux et citoyens. Il peut également y avoir des frictions au niveau des rythmes d'action. Généralement, les démarches territoriales fonctionnent dans un temps plus lent et plus long, propre à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans stratégiques et au développement de la capacité collective d'agir. De leur côté, les groupes environnementaux ou citoyens sont davantage dans le temps court et rapide de l'urgence d'agir et de l'action au quotidien. Par ailleurs, des personnes accompagnant les démarches territoriales se sont demandé si l'absence des acteurs de la transition socioécologique dans les démarches territoriales ne témoignerait pas aussi de l'institutionnalisation du développement des communautés et du fait qu'il soit pris dans des processus de planification stratégique lourds. Il est plausible que cela se fasse au détriment de la participation citoyenne et de l'action intersectorielle concertée avec des secteurs dits nouveaux tels que l'environnement et la culture, pour ne nommer que ceux-là.

On note aussi des différences sur le plan des visées et des échelles d'impacts recherchés en lien avec la transition socioécologique. Par exemple, les acteurs en développement des communautés pourraient réfléchir à la transition en cherchant à comprendre comment implanter un système municipal de bacs de compostage, alors que des groupes citoyens pourraient plutôt avoir envie de réfléchir à la manière de systématiser une décroissance économique généralisée.

Échelle du problème



Ceci nous amène au constat que la transition socioécologique touche une multitude de niveaux différents, du geste individuel, à la politique nationale, aux sanctions et accords internationaux. Les personnes accompagnant des démarches territoriales du Tour d'horizon nous ont parlé de l'intérêt de l'échelle de la communauté ou du territoire local pour agir sur la transition, dans la mesure où elle se situe entre le mondial et l'individuel et qu'elle repose sur un territoire commun partagé par une communauté, sur un territoire habité et vécu. C'est également à cette échelle qu'il est possible de se mobiliser entre individus et communautés, sans attendre la mise en action ou des réponses des gouvernements provinciaux ou nationaux.

Dans leurs discussions, il a aussi été question du local et du municipal comme l'échelle des milieux qui subissent concrètement les crises – inondation, érosions, sources de pollution, îlots de chaleur, enjeux de déplacements et mobilité, etc. Ceci en fait l'échelle où existe un important besoin de développer la résilience des communautés et leurs capacités à faire face aux conséquences des crises environnementales et climatiques à venir. De plus, cette échelle territoriale, parce que vécue, semble générer un plus grand sentiment d'appartenance, de responsabilité et donc, de capacité à passer à l'action au nom de la transition.

Cela étant dit, certains enjeux demandent tout de même à être abordés sur des territoires plus grands, à l'échelle régionale, ou même à l'échelle naturelle, les bassins versants représentant un bon exemple. On peut penser à des enjeux tels que la sécurité alimentaire, le transport collectif et la pollution. Il est noté que ces enjeux se déclinent différemment selon qu'ils sont considérés dans un contexte urbain ou rural, central ou périphérique. La question se pose : est-ce que le régional pourrait prendre plus de leadership autour de la transition socioécologique? Et le national? Différentes démarches soulignent d'ailleurs que le soutien du national est nécessaire pour appuyer les initiatives locales. Outre le financement, il possède des leviers législatifs pour effectuer des changements structurels et systémiques plus larges. En retour, l'accumulation des actions territoriales locales va potentiellement entraîner une transformation plus répandue à l'échelle de la planète.

Pistes de solutions

Une démarche territoriale intersectorielle concertée avait utilisé un fonds de lutte à la pauvreté pour financer un projet de transition socioécologique porteur de justice sociale. Cet exemple illustre à la fois l'imbrication des finalités, mais également un besoin pour du financement à l'action concertée et territoriale dédié à la transition socioécologique. Ceci permettrait de mettre en œuvre des actions de développement social soucieuses de l'environnement et inversement, des actions de transition écologique soucieuses de justice sociale, sans devoir passer par le bricolage des subventions et des budgets.

Lors du Rendez-vous national, différentes personnes ont confié manquer de connaissances ou d'expertises spécifiques sur le sujet, ce qui génère parfois un sentiment d'impuissance, d'incompétence ou encore, vient freiner l'action. Embaucher des experts dédiés est apparue comme solution, tout comme la création d'outils d'information et d'éducation. En ce sens, il a été soulevé que l'éducation populaire, la mobilisation des connaissances et le transfert des savoirs sont nécessaires à la transition, mais aussi pour nourrir la réflexion autour de questions telles que : quelles habitudes de vie faut-il changer? Quelles alternatives proposer? Quelles critiques du système actuel porter? Comment aborder la transition dans son angle sociétal plutôt que comme des actions isolées?

Dans les territoires eux-mêmes, nous avons dénoté différentes actions qui ont été mises en place pour réaliser la transition. Les circuits courts en alimentation, la cuisine du terroir, les jardins en façade avant, les villes nourricières, la résistance à certains projets destructeurs du territoire, la protection de milieux naturels, l'appui à l'économie sociale, le tourisme soucieux de l'environnement, des modes d'habitation sobre en énergie et qui densifient l'habitat dans une optique de mixité sociale (minimaison, écoquartiers, cohabitats, coopératives d'habitation), l'aménagement urbain pour faciliter l'usage des transports actifs et en commun, le partage d'outils, etc. Ces exemples démontrent bien l'interconnexion entre les enjeux sociaux et environnementaux ainsi que la transformation de nos rapports au monde et au vivant.

En ce sens, peut-être que la proposition de Kate Raworth sur la théorie du beigne serait inspirante. Elle parle d'un plafond écologique à ne pas dépasser et d'un plancher social à assurer pour tout le monde, avec l'économie placée entre les deux, en rôle de support à la vie sociale. Il y a aussi un appel à transformer la notion du territoire dans nos dialogues collectifs, à la lumière des sagesses autochtones selon lesquelles le territoire est vivant, qu'on dépend de lui, qu'on en fait partie, qu'il nous précède et nous succède et qu'on a la responsabilité d'en prendre soin. Cette notion du territoire rend la transition essentielle, au contraire d'une conception du territoire qui le limite à un espace vide sur lequel tirer des lignes frontalières qui donnent le droit de possession et d'exploitation de toutes les ressources présentes, peu importe les conséquences sur le monde et le vivant.

Pour terminer, dans les différentes perspectives essentielles à considérer, le Rendez-vous national a aussi été témoin de la parole des jeunes générations et des générations à venir. Une représentante de la communauté étudiante est venue en porte-parole nous dire qu'il serait pertinent et urgent de parler de décroissance, puisqu'il serait déjà tard pour ne se limiter qu'à la transition socioécologique.